Liberté, Egalité Fraternité.

Aix-Libre le 13. Thermidor l'An 3me de la République Françaiſe une & indiviſible.

LE REPRESENTANT DU PEUPLE

en Miſſion dans les Pays d'entre Meuſe & Rhin.

Conſidérant que depuis l'établiſſement de la Direction des Domaines Nationaux, dans le Pays d'entre Meuſe & Rhin, d'un côté il a été apporté par les Arrêtés ſubſéquens des Repréſentans du Peuple, néceſſités par la variété des circonſtances, des changemens conſidérables dans les Fonctions qui lui avaient été attribuées, & dans le Plan des opérations qui faiſaient l'objet de ſon établiſſement.

D'un autre côté les Adminiſtrations d'Arrondiſſement des differentes Provinces du dit Pays d'entre Meuſe & Rhin, en ne ſaiſiſſant pas le ſens juſte de pluſieurs de ces Arrêtés & particulièrement de celui du 3. Prairial dernier, en en forçant la ſignification, & en lui donnant quelquefois une interprétation trop étendüe, & qu'il ne devait pas avoir, ont gêné les opérations de la dite Direction.

Qu'il eſt réſulté de ces deux cauſes une verſatilité & une incertitude pour les perſonnes employées dans la dite Direction, telles que ſouvent elles ne peuvent plus connaitre ce qu'elles ont à faire.

Voulant faire ceſſer les abus, qui ſe ſont introduits & donner à la Direction des Domaines Nationaux toute la latitude dont elle a béſoin, pour rendre à la perception des deniers publics toute l'activité qu'elle doit avoir.

Arrête ce qui ſuit :

ART. I. La Direction des Domaines Nationaux eſt ſeule autoriſée à percevoir tous les revenus, rembourſemens de rentes, & les créances provenans des Domaines acquis, confiſqués ou ſequeſtrés, en conformité & d'après les diſpoſitions des Arrêtés du 29. Brumaire, 9. Frimaire dernier, & autres ſubſéquens.

ART. II. Elle continuera de régir & adminiſtrer comme par le paſſé, les Biens des Abſens, juſqu'à leur rentrée effective, & juſqu'à ce qu'ils ayent juſtifié à l'Inſpecteur des Domaines Nationaux de leur Arrondiſſement des actes qui pourraient légitimer leur réintegration dans leurs Biens; ce qui ſera applicable à ceux précedemment rentrés.

ART. III. La même régie continuera à l'égard des Biens des Maiſons Réligieuſes, Chapitres, Corps & Communautés de l'un & l'autre Sexe, dont il ſe trouve maintenant moitié plus un d'abſens ou d'émigrés; à la charge cependant par les Domaines Nationaux, de payer aux Membres préſens ſur des Mandats de l'Adminiſtration d'Arrondiſſement, & par anticipation de trimeſtre, les quôtes parts à eux revenantes dans la totalité des Biens, auſſitôt que les produits ou revenus en ſeront connus, & d'après l'avis du Directeur des Domaines Nationaux.

ART. IV. Afin de pouvoir conſtater d'une maniere certaine l'état effectif des corporations, Chapitres ou Communautés mentionnés dans l'Art. précédent, les Membres préſens ſeront tenus de déclarer devant la Municipalité de leur réſidence & dans la Décade de la publication du préſent Arrêté au Chef lieu d'Arrondiſſement, le nombre nominatif des Individus préſens ou abſens qui compoſaient leur Corps, Chapitre ou Communauté au premier Meſſidor de l'année derniere, en déſignant ſpécialement les Membres préſens ou abſens. Ces déclarations devront être certifiées véritables par les Officiers Municipaux qui les recevront; un double devra en être remis par eux aux Inſpecteurs ou Receveurs des Domaines Nationaux dans le courant de la ſeconde Décade après la publication du préſent Arrêté. Les Membres des Corps, qui auraient fait de fauſſes déclarations, ſeront privés de toute prétention de ſecours ſur les Biens de leur corporation, & les Officiers Municipaux qui les auraient certifiées, condamnés ſolidairement à une amende de mille Livres en Numéraire.

ART. V. Tous régiſſeurs & Agens d'affaires des abſens ci-deſſus cités, ainſi que des dites Corporations de telle qualité qu'ils ſoyent, ceſſeront toute fonction immédiatement après la publication du préſent Arrêté. Ils ſeront tenus dans le délai d'un mois après la dite publication qui en aura été faite à l'Adminiſtration d'Arrondiſſement, de rendre leurs comptes aux Inſpecteurs des dits Domaines, en fourniſſant la Déclaration preſcrite par l'Arrêté du 9. Frimaire dernier, ils remettront également dans le même délai, d'après inventaire & ſur la décharge des Inſpecteurs ou Receveurs des Domaines Nationaux, ès mains d'iceux, tous les titres, regiſtres, baux &c. &c. qu'ils ont entre leurs mains.

ART. VI. Les ci devant Receveurs ou Regiſſeurs, qui ne ſe ſeront point conformés aux diſpoſitions ci deſſus dans le délai preſcrit, ſeront tenus de payer par forme d'amende la Somme de mille Livres en Numéraire; pourquoi le Directeur des Domaines Nationaux, ſoit par lui même, ſoit par les Inſpecteurs de ſa Direction eſt autoriſé à employer les voyes militaires. Trois jours après le dit délai expiré, les dits Receveurs ou Regiſſeurs qui ſe trouveraient encore en rétard de ſatisfaire, ſeront à la diligence des Agens Nationaux près les Adminiſtrations, arrêtés & conduits deſuite devant le Tribunal criminel pour y être jugés comme réfractaires aux Loix & comme uſurpateurs des deniers Nationaux.

ART. VII. Ceux qui demeureront en retard de ſatisfaire aux diſpoſitions de l'Art. VI. ci-deſſus, ſans néanmoins continuer la regie & recette des Biens Nationaux, qui n'auront point fourni declaration & fait remiſe des titres & papiers, ſeront également tenus de payer une amende de cinq cens Livres en Numéraire, & pourſuivis comme en l'article précédent.

ART. VIII. La perception des Dîmes de toute nature dans le Pays conquis du reſſort de l'Adminiſtration Centrale d'Aix la Chapelle continuera d'avoir lieu comme par le paſſé, & ce proviſoirement, juſqu'à ce que le Comité de Salut public en ait autrement ordonné; les loix réglemens & uſages anciens à cet égard ſeront maintenus & ſeront exécutés.

ART. IX. Il ſera procédé à l'adjudication des Dîmes qui ſe trouveront ſans location, dévant un Adminiſtrateur de Canton & deux Officiers Municipaux les plus voiſins, à la requête & diligence du Directeur des Domaines Nationaux, & en préſence du Receveur des Domaines après affiche & publication.

Néanmoins pour cette année ſeulement, les adjudications des Dîmes qui auraient été faites, ſoit devant les Municipalités après affiche & publication, ſoit de toute autre manière propre à leur conferer le dégré d'autenticité & de publicité réquis pour donner au prix des dites Dîmes toute ſa valeur, auront leur exécution, à la charge par ceux, entre les mains de qui le prix des Dîmes aurait été verſé, d'en compter aux Receveurs des Domaines Nationaux.

ART. X. Les Dîmes ſeront diviſées ſoit par Canton, ſoit par nature de récolte. Les adjudicataires ſeront tenus d'acquitter le prix de leurs adjudications, ſavoir en nature des Denrées pour celles qu'ils percevront ſur les lieux produiſant du froment, du méteil, du Seigle, de l'orge, de l'épautre, de l'avoine & du foin, & en numeraire pour celles produiſant tous autres objets.

ART. XI. Sont compris dans le préſent Arrêté les baux paſſés à moitié & à tiers francs; les portions revenantes à la République dans ces récoltes ſeront adjugées dans les mêmes formes & aux mêmes conditions qu'il eſt dit ci-deſſus.

ART. XII. Les adjudicataires verſeront à leurs fraix dans les Magazins militaires les plus voiſins le prix de leurs adjudications; il en ſera délivré des récépiſſés par les gardes-magazins, lesquels ſeront pris pour comptant par les Receveurs des Domaines, après avoir été viſés & appréciés ſoit par l'Adminiſtration d'Arrondiſſement, ſoit par l'un des Adminiſtrateurs de Canton conformement & de la manière dite par l'Art. IV. de l'Arrêté du Comité de Salut public de la Convention Nationale du 28. Meſſidor dernier relatif à la Contribution, c'eſt à dire ſur le pied des dernieres mercuriales. Il en ſera de même de ceux qui jouiſſent en vertu de baux en forme; ils verſeront en nature pour la valeur des rendages ſtipulés.

ART. XIII. Les Fermiers, Sous-Fermiers & Locataires de Biens faiſant partie de ceux déclarés appartenir à la République par les Art. I. & II. de l'Arrêté du 9. Frimaire dernier; comme provenant du ci-devant Gouvernement ennemi, des Princes étrangers en Guerre avec la République, des Particuliers abſens ou émigrés, des Bénéfices vacans par mort ou démiſſion, des maiſons & corporations réligieuſes, dont il ſe trouve maintenant, moitié plus un d'abſens ou d'émigrés qui n'auront pas fait juſqu'à ce jour leurs déclarations aux Bureaux des Domaines, ainſi qu'il eſt préſcrit par l'Art. XV. du Titre IV. de ce même Arrêté, & qui dans le mois à compter de la publication du préſent, n'auront pas fait les dites déclarations, ſeront déchus de leurs baux de quelque durée qu'ils puiſſent être, & de quelque nature que ſoient ces Biens. Ce délai expiré, la Direction des Domaines Nationaux eſt autoriſée à procéder au renouvellement de ces baux dans les formes adoptées pour la régie de ces biens.

ART. XIV. Tous ceux des dits Fermiers, Sous-Fermiers ou Locataires qui jouiſſent par tacite réconduction, ſont dès ce moment déchus de leur jouiſſance; il ſera procédé à la rénovation de leurs baux; ils feront ſeulement la récolte de la préſente année, dérogeant à cet égard aux Art. XXXIX. & XL. du Titre VI. de l'Arrêté du 9. Frimaire.

ART. XV. Les baux ou adjudications faits par les Membres des Adminiſtrations ou par tous autres, depuis l'établiſſement de la Direction des Domaines nationaux, ſur les biens dont la régie lui eſt confiée, & ſans intervention des Inſpecteurs ou Receveurs des Domaines, ou ceux qui ſe feraient contre les diſpoſitions du préſent arrêté, ſeront régardés comme nuls & non faits; il ſera procédé à une nouvelle adjudication dans les formes & de la manière prèſcrite par l'Article IX. ci-deſſus. Les Adminiſtrations ſous leur reſponſabilité perſonnelle ſeront tenues de donner l'état des baux paſſés par elles, aux dits Inſpecteurs des Domaines. Les perſonnes néanmoins à qui il aura été fait de ces baux & adjudications, jouiront des fruits de la préſente année pourvu cependant qu'on ne puiſſe prouver contre elles aucune fraude ou colluſion.

ART. XVI. Tous payemens faits ſur les Biens ſoumis à la Direction des Domaines Nationaux, contre la teneur des Contrats, poſtérieurement à la publication de l'Arrêté du 9. Frimaire, & ſans l'avis des Inſpecteurs reſpectifs de la régie des Domaines, ſeront régardés comme nuls, à moins qu'ils n'aient été faits en acquit des Contributions à la charge de ces Biens, conformement aux Arrêtés qui ont pû être pris précédemment à celui du 25. Prairial dernier. Ceux qui auraient fait des payemens nuls, comme ceux qui les auraient reçus, ſeront également & ſolidairement tenus à reſtitution dans la quinzaine de la publication du préſent Arrêté.

ART. XVII. Dans le cas où les dits Receveurs, Régiſſeurs, Adminiſtrateurs ou autres n'auraient pas ſatisfait aux diſpoſitions ci-deſſus dans le dit délai d'un mois, ils ſeront tenus de payer, outre la reſtitution, & à titre d'amende, une Somme de mille Livres en Numéraire, aux quels payemens ils ſeront contraints par les voyes & de la manière preſcrites en l'Art. VI. ci-deſſus.

ART. XVIII. Si les anciens Receveurs, Regiſſeurs ou les Adminiſtrateurs ſe trouvaient inſolvables, & s'ils n'avaient pas fait compte à la Direction des Domaines Nationaux des Sommes par eux reçues, les Fermiers ou Débiteurs ſeront tenus de payer une ſeconde fois, *s'ils ne s'étaient pas conformés au contenu de* l'Arrêté du 9. Frimaire.

ART. XIX. Auſſitôt que les abſens rentrés ſe ſeront conformés à l'Art. II. du préſent Arrêté, toute régie de leurs Biens ceſſera pour le compte de la République; le Directeur & les Inſpecteurs des Domaines Nationaux donneront des ordres en conſequence aux Receveurs des dits Domaines.

ART. XX. Aucune Déliberation relativement aux Domaines Nationaux ne pourra être priſe par les Adminiſtrations ſans la conſultation & l'avis préalable de la Direction des Domaines Nationaux.

ART. XXI. Dans les deux mois de la publication du préſent Arrêté tous les redevables des droits & revenus Nationaux ſeront tenus de s'être acquittés de tous les objets arriérés en numéraire ou en aſſignats au cours, ſous peine de payer le douziéme en ſus par forme d'amende & par chaque mois de retard.

ART. XXII. Juſqu'à préſent la ſignification des contraintes & les pourſuites uſitées envers les redevables n'ayant produit aucun effet; à l'avenir elles ſeront faites par la Gendarmerie Nationale à la réquiſition de l'Agence des Domaines Nationaux, & chaque Gendarme, à ce employé, ſera payé aux fraix des redevables à raiſon de quinze Sols par lieue, & quatre Livres par journée de réſidence en numéraire y compris le retour.

ART. XXIII. Les Inſpecteurs des Domaines Nationaux feront toutes les recherches néceſſaires pour découvrir les Sommes qui pourraient être dües encore pour raiſon d'acquiſition de bois ayant appartenu à des abſens ou aux anciens Gouvernemens; ils feront toutes pourſuites pour en procurer le recouvrement à la République. Les Adminiſtrations & Municipalités feront les mêmes recherches & donneront aux dits Inſpecteurs connaiſſance des renſeignemens qu'elles ſe ſeront procurés.

ART. XXIV. Les Individus ci-devant abſens ou émigrés, qui ſe trouvent aujourd'hui réintegrés dans la jouiſſance & proprieté de leurs Biens, ſeront tenus d'exécuter les diſpoſitions des Art. VII. & XI. de l'arrêté du 3. Prairial dernier, & de s'y conformer à peine d'être contraints de payer à titre d'amende dans la Caiſſe du Receveur des Domaines Nationaux une Somme de trois mille Livres en numéraire; à l'effet de quoi ils ſeront pourſuivis ainſi & de la manière qu'il eſt dit en l'art. VI. du préſent Arrêté.

ART. XXV. Les conteſtations relatives à la régie des Biens du ci-devant Gouvernement ennemi, des abſens ou émigrés ſeront décidées par les Adminiſtrations après avoir pris l'avis de la Direction des Domaines Nationaux. En cas de contradiction entre les Adminiſtrateurs & les Inſpecteurs, l'avis de l'Inſpecteur ſera ſuivi proviſoirement; l'Adminiſtration d'Arrondiſſement en référera à l'Adminiſtration Centrale, qui, après avoir pris l'avis du Directeur, prononcera. S'il y a encore une contradiction, le tout ſera porté à la connaiſſance des Repréſentans du Peuple pour y être ſtatué ou renvoyé devant les Tribunaux.

ART. XXVI. Le préſent ſera imprimé dans les deux Langues, & à la pourſuite de l'Agent National près l'Adminiſtration Centrale mis inceſſamment à exécution dans tout le Pays d'entre Meuſe & Rhin.

(Signé) MEYNARD.

Pour Expédition.

CASELLI, Agent National.

Sur le Requiſitoire de l'Agent National, l'Adminiſtration Centrale & ſupérieure du Pays d'entre Meuſe & Rhin, a fait conſigner le préſent Arrêté dans ſes Regiſtres. Aix-Libre le 21. Thermidor l'An 3me. de la République.

W. JACOB, Préſident. Beumer, Sécrét. Général.

Freiheit, Gleichheit, Verbrüderung.

Aachen, den 13ten Thermidor, im 3ten Jahre der einigen und untheilbaren franz. Republik.

Der Volks-Repräsentant
in Sendung in den Landen zwischen Maas und Rhein.

In Erwägung, daß seit Anstellung der Direktion der National-Domainen in dem Lande zwischen Maas und Rhein, eines Theils durch die nach Verschiedenheit der Umstände veranlaßten nachherigen Beschlüsse der Volks-Repräsentanten, beträchtliche Veränderungen in den Verrichtungen, welche Derselben zugewiesen waren, und in dem Grundriß der Geschäfte, welche den Gegenstand ihrer Anstellung ausmachten, vorgegangen sind;

Andern Theils die Bezirks-Verwaltungen verschiedener Provinzen besagten Landes zwischen Maas und Rhein dadurch daß sie den rechten Sinn mehrerer dieser Beschlüsse, und insonderheit desjenigen vom 3ten Prairial jüngst, nicht faßten, dessen Bedeutung verdrehten, und ihm etliche Male eine allzuweit ausgedehnte und widrige Auslegung gaben, die Verrichtungen erwähnter Direktion erschweret haben:

Daß aus diesen zweyfachen Ursachen eine Unbeständigkeit und Ungewißheit für die bey der Direktion der National-Domainen angestellten Personen erfolget ist, dergestalt, daß sie oft nicht wissen können, was sie zu thun haben.

Willens, den eingeschlichenen Mißbräuchen abzuhelfen, und der Direktion alle erforderliche Erweiterung zu verschaffen, um die Erhebung der öffentlichen Gefälle mit der gehörigen Thätigkeit wieder zu betreiben.

Beschließt, wie folgt:

1. Art. Die Direktion der National-Domainen ist einzig ermächtiget, alle von den erworbenen, verfallenen, oder beschlagenen Domainen herkommende Einkünfte, Ablagen der Kapitalien, und Foderungen, in Gemäßheit und nach Vorschrift der Beschlüsse welche am 29. Brumaire, 9. Frimaire jüngst, und nachher erlassen worden sind, zu erheben.

2. Art. Sie soll vor wie nach die Güter der Abwesenden besorgen und verwalten, bis dieselbe wirklich zurückgekommen seyn, und sich beym Aufseher der National-Domainen ihres Bezirkes über die Beweise, welche die Wiedereinsetzung in ihre Güter begründen, gerechtfertiget haben werden; welches auf jene, die vorher zurückgekommen sind, anwendbar seyn soll.

3. Art. Eine gleiche Verwaltung soll in Betreff der Güter der Klöster, Stifter, Versammlungen und Gemeinden beyderley Geschlechts, wovon sich jetzt einer über die Hälfte abwesend oder ausgewandert befindet, fortgesetzt werden, mit dem Bedinge jedoch, daß sobald deren Ertrag oder Einkünfte bekannt seyn werden, nach dem Gutachten des Direkteurs der National-Domainen, auf Anweisung der Bezirks-Verwaltung, und ein Viertel Jahr zum Voraus den anwesenden Gliedern die denselben von dem Ganzen zukommenden Antheile aus den National-Domainen bezahlt werden sollen.

4. Art. Um den wirklichen Bestand der, im vorhergehenden Artikel vermeldten Versammlungen, Stifter oder Gemeinden mit Gewißheit festzusetzen, sollen die gegenwärtigen Glieder gehalten seyn, vor der Munizipalität ihres Wohnungs-Ortes, und inner der Dekade der Verkündigung gegenwärtigen Beschlusses an dem Haupt-Bezirks-Orte, die Zahl und Namen der gegenwärtigen oder abwesenden Glieder, welche ihre Versammlung, ihr Stift, oder ihre Gemeinde am 1ten Messidor vorigen Jahrs ausmachten, anzugeben, und insbesondere die gegenwärtigen oder abwesenden Glieder aufzuzeichnen. Diese Angaben sollen durch die Munizipal-Beamte, welche sie annehmen sollen, als wahrhaft bescheiniget werden; Eine doppelte Ausfertigung soll von ihnen, im Laufe der zwoten Dekade nach Verkündigung gegenwärtigen Beschlusses an die Aufseher oder Empfänger der National-Domainen abgegeben werden. Die Glieder der Versammlungen, welche falsche Angaben gethan haben würden, sollen aller ihrer Ansprüche auf Bepsteuer aus den Gütern ihrer Versammlung verlustig seyn, und die Munizipal-Beamte, welche sie bescheiniget haben würden, in eine Strafe von 1000 Livres klingenden Geldes sammt und sonders verurtheilet werden.

5. Art. Alle Verwalter und Geschäftführer vorerwähnter Abwesenden, so wie besagter Versammlungen, von welcher Eigenschaft sie immer seyen, sollen unmittelbar nach Verkündigung gegenwärtigen Beschlusses ihre Verrichtungen einstellen. Sie sollen gehalten seyn inner einem Monate nach der bey der Bezirks-Verwaltung geschehenen Verkündigung, den Aufsehern besagter Domainen Rechenschaft zu geben, und die zufolg Beschlusses vom 9. Frimaire jüngst vorgeschriebene Erklärung beyzubringen; Sie sollen ebenmäßig in der nämlichen Zeitfrist, nach einem beglaubten Verzeichniß, und gegen Empfangschein der Aufseher oder Empfänger der National-Domainen zu deren Händen alle Urkunden, Bücher, Pachtbriefe ꝛc. die sie in ihren Händen haben, abgeben.

6. Art. Die vorigen Rentemeister oder Verwalter, welche sich den obigen Verordnungen in der vorgeschriebenen Zeit nicht gefügt haben würden, sollen als eine Strafe die Summe von 1000 Livres klingenden Geldes zu bezahlen gehalten seyn; wes Endes der Direkteur der National-Domainen entweder selbst, oder durch die Aufseher seiner Direktion die militairischen Zwangmittel anzuwenden ermächtiget wird. Drey Tage nach Verlauf besagter Frist sollen erwähnte Rentmeister oder Verwalter, welche sich noch säumen würden Folge zu leisten, auf Beförderung der National-Agenten bey den Verwaltungen, in Verhaft genommen, sonach vor dem Kriminal-Gerichte geführt, und dort als den Gesätzen widerspenstig, und als unrechtmäßige Ruckhälter der National-Einkünfte verurtheilt werden.

7. Art. Diejenigen, welche den im 6. Art. vorgeschriebenen Verordnungen Folge zu leisten, verzögern würden, ohne jedoch die Verwaltung und den Empfang der National-Domainen fortzusetzen, welche keine Angabe gethan, und die Urkunden und Briefschaften nicht abgegeben haben würden, sollen ebenmäßig gehalten seyn eine Strafe von 500 Livres klingenden Geldes zu bezahlen, und gegen sie wie im vorhergehenden Artikel bestimmt ist, verfahren werden.

8. Art. Die Erhebung der Zehenden aller Art in den von der Central-Verwaltung zu Aachen abhangenden eroberten Landen soll wie vorhin, und einsweilen, bis dahin der Heils-Ausschuß ein anderes verordnet haben wird, Statt haben, alle desfallsige Gesätze, Verordnungen und Gebräuche sollen beybehalten und vollzogen werden.

9. Art. Es soll zur Versteigerung der Zehenden, welche keinen Pächter haben, vor einem Kantons-Verwalter und zween nächsten Munizipal-Beamten, auf Ersuchen und Beförderung des Direkteurs der National-Domainen, und in Gegenwart des Domainen-Empfängers nach vorheriger Verkündigung und Anheftung geschritten werden.

Jedoch für dies Jahr allein sollen die Versteigerungen der Zehenden, welche entweder vor den Munizipalitäten nach Anheftung und Verkündigung, oder auf irgend eine andere schickliche Art, um denselben den, zur allingen Gültigkeit des Preises besagter Zehenden erfoderlichen Grad von Rechtskraft und Kundbarkeit zu geben, vorgegangen sind, ihre Vollziehung erhalten, unter dem Vorbehalt, daß diejenigen, zu deren Händen die Zehendpreise gelangt sind, sich darüber mit den Empfängern der National-Domainen zu berechnen haben.

10. Art. Die Zehenden sollen entweder Kantonsweise, oder nach Art der Ernde abgetheilet werden. Die Ankäufer sollen gehalten seyn ihre Versteigerungs-Preise in Naturai-Lieferungen für dasjenige was sie auf den Gründen, wo Waitzen, gemischtes Getraide, Roggen, Gerste, Spelz, Haber und Heu wachsen, einnehmen, und in klingendem Gelde für die Gründe, welche alle andere Gegenstände hervorbringen, abzutragen.

11. Art. In diesem Beschlusse werden die Pächte, welche auf die Häfte oder ein Drittel des frey abzustattenden Ertrags geschlossen sind, begriffen; Die in diesen Ernden der Republik zukommenden Antheile sollen auf die nämliche Weise, und unter nämlichen Bedingnissen wie hieroben gesagt ist, versteigert werden.

12. Art. Die Ankäufer sollen auf ihre Kosten in die nächsten Militair-Magazine ihren Versteigerungs-Abtrag hineinbringen. Hierüber sollen ihnen Empfangsscheine von den Magazinsverwahrern abgegeben, und von den Domainen-Empfängern statt Zahlung angenommen werden, nachdem sie zuvor von der Bezirks-Verwaltung oder von einem der Kantons-Verwalter bescheiniget, und nach Inhalt und Vorschrift des 4ten Artikels des Beschlusses des Heils-Ausschusses des National-Konvents vom 28ten Messidor jüngst, die Grundsteuer betreffend, das heißt: auf den Fuß der vorigjährigen Marktpreise geschätzet worden sind. Eben so soll es mit denen, welche ein gesätzliches Pachtrecht haben, gehalten werden, und diese für den Werth der ausbedungenen Abgaben, Natural-Lieferungen leisten.

13. Art. Die Pächter, Unterpächter und Miether der Güter, welche zu denjenigen gehören, die zufolg des 1ten und 2ten Artikels des Beschlusses vom 9ten Frimaire jüngst der Republik zuständig erklärt sind, — als welche von der vormaligen feindlichen Regierung, von den fremden, mit der Republik im Kriege befangenen Fürsten, von abwesenden oder ausgewanderten Privaten, von den durch Tod oder Abdankung fällig gewordenen Pründen, von geistlichen Versammlungen und Klöstern, in denen einer über die Hälfte abwesend oder ausgewandert ist, herkommen — welche bis diesem Tage zu, an die Rechnungskammern der Domainen, so wie ihnen dieses durch den 15ten Artikel im 4ten Absatze besagten Beschlusses vorgeschrieben ist, ihre Erklärungen nicht abgegeben haben, und solche inner einem Monate nach Verkündigung dieses anzurechnen nicht abgeben würden, sollen ihres Pachtrechtes ohne Rucksicht wie lange die Dauer desselben, und von welcher Art diese Güter seyn mögen, verlustig seyn. Nach Verlauf dieser Zeit ist die Direktion der National-Domainen ermächtiget neue Verpachtungen darüber, in der zur Verwaltung dieser Güter vorgeschriebenen Weise vorzunehmen.

14. Art. Alle diejenigen unter besagten Pächtern, Unterpächtern oder Miethern, welche mittels stillschweigender Wiederverpachtung die Güter benutzen, sind von diesem Augenblicke an ihres Rechtes verfallen; es soll hierüber zu neuen Verpachtungen geschritten, von jenen nur die diesjährige Ernde eingenommen werden, und desfalls der 39te und 40te Artikel im 6ten Absatze des Beschlusses vom 9ten Frimaire abgeändert seyn.

15. Art. Die Pächte oder Versteigerungen, welche von den Gliedern der Verwaltungen oder von Andern, seit Anstellung der Direktion der National-Domainen, über Güter, deren Verwaltung Ihr anvertrauet worden ist, und ohne Dazwischenkunft der Domainen-Aufseher oder Empfänger gethätiget sind, oder gegen die Verordnungen dieses Beschlusses gethätiget würden, sollen als nichtig und nicht geschehen angesehen, und desfalls zu einer neuen gesätzlichen Versteigerung nach der im 9ten Art. hieroben vorgeschriebenen Weise geschritten werden. Die Verwaltungen sollen unter ihrer persönlichen Verantwortlichkeit gehalten seyn ein Verzeichniß der von ihnen gethätigten Verpachtungen besagten Domainen-Aufsehern zuzustellen, jedoch die Personen, denen solche Verpachtungen und Versteigerungen geschehen sind, die diesjährigen Früchten benutzen, woferne anders gegen dieselbe kein Betrug oder geheimes Einverständniß bewiesen werden kann.

16. Art. Alle auf die der Direktion der National-Domainen unterwürfigen Güter, gegen den Inhalt der Verträge nach Verkündigung des Beschlusses vom 9ten Frimaire, und ohne Gutachten der gehörigen Domainen-Aufseher geschehene Zahlungen, sollen als nichtig angesehen werden, es wäre denn, daß sie zur Abtragung der, auf diese Güter angeschlagenen Contributionen ingefolg der Beschlüsse, welche allenfalls vor jenem vom 25. Prairial jüngst erlassen worden sind, verfüget worden wären. Wer nichtig geschehene Zahlungen gethan, so wie derjenige, welcher sie empfangen hat, sollen gleichmäßig und sammt und sonders gehalten seyn, dieselbe inner den 14 Tagen der Verkündigung dieses Beschlusses zurück zu erstatten.

17. Art. Auf den Fall, daß besagte Rentmeister, Vorstände, Verwalter oder andere obigen Verordnungen inner einem Monate keine Folge geleistet haben würden, sollen sie ausser der Ruckerstattung, und als eine Strafe eine Summe von 1000 Livres klingenden Geldes zu bezahlen gehalten seyn, und zu diesen Zahlungen durch die Mittel und nach der Weise, welche im 6ten Art. oben vorgeschrieben sind, vermögt werden.

18. Art. Sind die vorherigen Rentmeister, Vorstände oder Verwalter, ausser Stande zu zahlen, oder haben sie sich nicht mit der Direktion der National-Domainen über die von ihnen empfangenen Gelder berechnet, so sollen die Pächter oder Schuldner, falls sie nicht den Inhalt des Beschlusses vom 9. Frimaire befolget haben, zum zweiten Male zu zahlen gehalten seyn.

19. Art. Sobald die zurückgekommenen Abwesenden dem 2ten Art. gegenwärtigen Beschlusses nachgelebt haben werden, soll alle Verwaltung ihrer Güter für Rechnung der Republik aufhören. Der Direkteur und die Aufseher der National-Domainen sollen die dahin gehörigen Weisungen den Empfängern besagter Domainen ertheilen.

20. Art. Keine Verfügung in Betreff der National-Domainen soll von den Verwaltungen ohne vorläufig den Rath und das Gutachten der Direktion der National-Domainen eingeholt zu haben, getroffen werden.

21. Art. Inner den zween Monaten der Verkündigung dieses Beschlusses müssen alle Schuldner an National-Foderungen und Einkünfte, alle Ruckstände in klingendem Gelde, oder in Assignaten nach dem Kurs abgetragen haben, unter Strafe den zwölften Theil darüber als eine Geldbuße, und für den Saumsal eines jeden Monats zu bezahlen.

22. Art. Indem die Ansage der Exekution, und das gegen die Schuldner bishiehin geschehene Verfahren keine Wirkung gehabt haben; so sollen dieselbe inskünftig durch National-Reuter auf Ersuchen des National-Domainen-Amtes geschehen, und jeder dazu angestellte Reuter auf Kosten der Schuldner mit 15 Sols für jede Stunde, und 4 Livres für jeden Tag des Aufenthalts in klingendem Gelde, mit Einbegriff der Rückreise, bezahlt werden.

23. Art. Die Aufseher der National-Domainen sollen alle nöthige Nachforschungen halten, um die Schulden wegen Ankauf des den Abwesenden oder vorigen Regierungen zuständig gewesenen Holzes zu entdecken; sie sollen alle Rechtswege einschlagen, um deren Zahlung an die Republik zu besorgen. Die Verwaltungen und Munizipalitäten sollen ebenmäßige Untersuchungen anstellen, und besagten Aufsehern Nachricht über die von ihnen eingezogenen Kundschaften mittheilen.

24. Art. Diejenigen die vormals abwesend oder ausgewandert gewesen, und sich dermalen im Genuß und Besitz ihrer Güter befinden, sollen gehalten seyn, die Verfügungen des 7. und 11. Artikels des Beschlusses vom 3ten Prairial jüngst zu vollziehen, und sich darnach zu richten, unter Strafe, daß sie als Geldbuße eine Summe von 3000 Livres klingenden Geldes in die Kasse des National-Domainen-Empfängers erlegen, und des Endes gegen sie auf die Art wie im 6ten Art. dieses Beschlusses angeführt ist, verfahren werden soll.

25. Art. Die Streitigkeiten über die Verwaltung der Güter der vorigen feindlichen Regierung der Abwesenden oder Ausgewanderten sollen von den Verwaltungen auf eingeholtes Gutachten der Direktion der National-Domainen entschieden werden. Auf den Fall daß die Verwalter und Aufseher sich widersprechen, soll das Gutachten des Aufsehers einsweilen befolget werden. Die Bezirks-Verwaltung soll darüber an die Central-Verwaltung einberichten, welche nach eingezogenem Gutachten des Direkteurs entscheiden soll. Ist dann noch Widerspruch vorhanden, so soll alles zur Erkenntniß der Volks-Repräsentanten gebracht werden, damit diese darüber urtheilen, oder solches an die Gerichte hinverweisen mögen.

26. Art. Gegenwärtiger Beschluß soll in beiden Sprachen gedruckt, und auf Betreibung des National-Agenten bey der Central-Verwaltung auf der Stelle im ganzen Lande zwischen Maas und Rhein in Vollziehung gesetzet werden.

unterz. **Meynard.**

Für Ausfertigung
Caselli, National-Agent.

Auf Ersuchen des National-Agenten hat die Central- und Ober-Verwaltung des Landes zwischen Maas und Rhein diesen Beschluß in ihre Protokollen eintragen lassen. Aachen, den 21. Thermidor, 3ten Jahr der Republik.

W. Jacob, Präsident.
Beumer, General-Sekretair.